

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Acheteur¹

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
(DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes

Représentant de l'acheteur (RA)²

Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du
Logement Auvergne-Rhône-Alpes, par délégation en vigueur de Mme La Préfète de
la région Auvergne-Rhône-Alpes

Objet de la consultation

RN7 Déviation de Livron-Loriol – Missions G2 PRO complémentaires

Remise des offres

Date et heure limites de réception : lundi 27 janvier 2025 à 12 h 00 (heure locale de
l'adresse de l'acheteur)

- 1 À compter du 1^{er} janvier 2025, en raison du transfert de maîtrise d'ouvrage de l'opération de déviation de la RN7 à Livron-Loriol au profit de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, l'Acheteur devient la Région Auvergne-Rhône-Alpes. Certaines dispositions relatives à la présente consultation sont amenées à évoluer.
- 2 À compter du 1^{er} janvier 2025, en raison du transfert de maîtrise d'ouvrage de l'opération de déviation de la RN7 à Livron-Loriol au profit de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, le Représentant de l'acheteur est Monsieur le Président de la Région Auvergne-Rhône-Alpes. Certaines dispositions relatives à la présente consultation sont amenées à évoluer.

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION.....	<u>3</u>
ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	<u>3</u>
2-1. Définition de la procédure.....	<u>3</u>
2-2. Décomposition en tranches et en lots.....	<u>3</u>
2-3. Nature de l'attributaire.....	<u>3</u>
2-4. Compléments à apporter au cahier des charges techniques.....	<u>4</u>
2-5. Variantes.....	<u>4</u>
2-6. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE).....	<u>4</u>
2-7. Délai(s) d'exécution.....	<u>4</u>
2-8. Modifications de détail au dossier de consultation.....	<u>4</u>
2-9. Délai de validité des offres.....	<u>4</u>
2-10. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense.....	<u>4</u>
2-11. Clauses sociales et environnementales.....	<u>4</u>
2-12. Clauses d'incompatibilité de missions.....	<u>5</u>
ARTICLE 3. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION.....	<u>5</u>
3-1. Solution de base.....	<u>5</u>
3-2. Variantes.....	<u>8</u>
ARTICLE 4. SÉLECTION DES CANDIDATURES – EXAMEN DES OFFRES.....	<u>8</u>
4-1. Sélection des candidatures.....	<u>8</u>
4-2. Jugement et classement des offres.....	<u>8</u>
ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE.....	<u>10</u>
5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation.....	<u>10</u>
5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique.....	<u>11</u>
ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	<u>12</u>

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION

Les prestations concernent l'exécution d'un programme de reconnaissances géotechniques complémentaires, ainsi que la réalisation d'une étude géotechnique complémentaire de niveau Projet, Mission géotechnique G2 PRO, au sens de la norme NF P94-500.

Dans le cadre de l'élaboration du dossier de consultation des opérateurs économiques (DCOE) pour les travaux de terrassement, assainissement, chaussées et équipements (TACE) du barreau central de la déviation de Livron-Loriol, des compléments géotechniques aux études G2 PRO existantes sont nécessaires afin d'exploiter les pistes d'optimisation identifiées au stade de la conception de projet et de couvrir les enjeux résiduels.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : les communes de Livron-sur-Drôme et Loriol-sur-Drôme (26).

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1. Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon la procédure de l'**appel d'offres ouvert** définie aux articles L.2124-1 et L.2124-2 et R.2124-1 et R.2124-2 du CCP.

2-2. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, les prestations ne sont pas réparties en lots.

2-3. Nature de l'attributaire

Le marché sera conclu :

- soit avec une entreprise unique ;
- soit avec des entreprises groupées conjointes ou des entreprises groupées solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur, pour l'exécution du marché.

Conformément aux articles L.2141-13, L.2141-14 du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques,

l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du CCP, l'acheteur peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation de l'acheteur un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

2-4. Compléments à apporter au cahier des charges techniques

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des charges techniques – Section courante du barreau central ni au Cahier des charges techniques – Zone d'atterrissage.

2-5. Variantes

Les candidats doivent répondre à la solution de base.

Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

2-6. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Sans objet.

2-7. Délai(s) d'exécution

Le(s) délai(s) d'exécution est/sont fixé(s) dans l'acte d'engagement.

2-8. Modifications de détail au dossier de consultation

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2-9. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 180 jours ; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2-10. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense

Sans objet.

2-11. Clauses sociales et environnementales

S'agissant de la clause sociale

Sans objet.

S'agissant de la clause environnementale

Le candidat devra a minima fournir dans son mémoire technique, la description de la démarche interne de l'entreprise en matière de prise en compte de l'environnement et de recherche d'une meilleure efficacité énergétique.

2-12. Clauses d'incompatibilité de missions

Pour des raisons de déontologie, l'entreprise attributaire du présent marché s'engage à ne pas assurer de mission, avis, contrôle, conseil ou assistance auprès des entreprises de travaux qui interviennent ou interviendront ultérieurement sur l'opération.

ARTICLE 3. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION

Le retrait du dossier de consultation se fait par téléchargement sur le profil d'acheteur sur la plate-forme de dématérialisation PLACE <https://www.marches-publics.gouv.fr>. Les entreprises ne pourront pas demander d'exemplaire papier du DCOE.

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation de l'acheteur. Toutefois cette dernière se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

3-1. Solution de base

3-1.1. Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- L'avis de marché envoyé à la publication ;
- Le présent règlement ;
- Les pièces du projet de marché, énumérées à l'article 3-1.2 ci-après, à compléter ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Les deux cahiers des charges techniques :
 - Cahier des charges techniques – Section courante du barreau central ;
 - Cahier des charges techniques – Zone d'atterrissage ;
- La/Les pièce(s) destinée(s) au jugement de l'offre ;
 - le bordereau des prix unitaires et forfaitaires,
 - le détail estimatif.

En cas de recours à la sous-traitance le nouveau de formulaire DC4 (modèle 2024) est téléchargeable à l'adresse indiquée ci-dessous, dans le dossier à remettre au candidat – premier sous-dossier.

3-1.2. Composition de l'offre à remettre par les candidats

L'attention du candidat est appelée sur le fait que l'ensemble des échanges au cours de la procédure de passation seront réalisés à l'adresse de courriel indiquée dans l'acte d'engagement. Cette adresse doit donc être régulièrement consultée et avoir identifié l'adresse du profil acheteur

comme expéditeur légitime afin d'éviter l'orientation des messages adressés au candidat par l'acheteur via le profil acheteur vers les courriers indésirables. En cas de groupement, ces échanges se font avec le mandataire pour l'ensemble du groupement.

Dans le cadre de ces échanges, pour toute notification faisant courir un délai, à l'exception de la notification du marché, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de 8 jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai. Le délai s'entend en jours calendaires et il expire à minuit le dernier jour du délai.

Le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder.

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

Dans un premier sous-dossier :

Un projet de marché comprenant :

- L'acte d'engagement : cadre ci-joint à compléter et à signer par le(s) représentant(s) habilité(s) du prestataire. L'acte d'engagement sera daté et signé par le(s) représentant(s) habilité(s) du/des candidat(s) au stade de l'attribution du marché.

Pour l'application de l'article R.2132-7 du CCP, les candidats sont tenus d'indiquer une adresse électronique à l'article premier de l'acte d'engagement, adresse exclusive à laquelle leur seront envoyés toutes les communications et tous les échanges relatifs à la présente consultation. Il appartient donc aux candidats de veiller à ce que l'adresse mentionnée soit valide et de prendre toutes les dispositions nécessaires pour que les courriels envoyés par le pouvoir adjudicateur à cette adresse ne soient pas considérés comme indésirables ou supprimés automatiquement. Les courriels transmis par le pouvoir adjudicateur à l'adresse indiquée par le candidat seront réputés valablement envoyés et ne feront pas l'objet d'envoi à toute autre adresse. Si aucune adresse électronique n'est indiquée par le candidat, l'offre sera considérée comme irrégulière.

Dans le cas d'un **groupement conjoint**, le candidat joindra l'annexe relative à la répartition et la valorisation des prestations entre les cotraitants ;

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du CCP, le candidat doit compléter cet acte d'engagement en l'accompagnant de formulaires DC4 complétés à raison d'un par sous-traitant. Ce formulaire est téléchargeable sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>. Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 5-2 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article 4 de l'acte d'engagement.

En cas de fourniture d'un RIB unique pour un groupement, le taux d'avance applicable sera celui du mandataire du groupement.

- Le bordereau de prix unitaires et forfaitaires : cadre ci-joint à compléter sans modification.
- Le détail estimatif : cadre ci-joint à compléter sans modification.

Les documents explicatifs :

Au projet de marché sera joint le mémoire justificatif et explicatif comportant le/les document(s) suivant(s) :

- un mémoire technique succinct, de 20 pages maximum, expliquant la méthodologie de réalisation des prestations, y compris les moyens humains et matériels,
- un planning prévisionnel d'exécution des prestations prévus (y compris études G2 PRO),
- les CV des intervenants, notamment pour la réalisation des études G2 PRO, et des exemples de restitution sur la base d'extraits de prestations comparables.

Dans un autre sous -dossier :

Les justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat qui sont précisées dans l'avis de marché.

Le titulaire doit présenter l'agrément « Digue et petits barrages – études, diagnostics et suivi des travaux » selon l'arrêté du 31 août 2016 (ou arrêté plus récent), portant agrément d'organismes intervenant pour la sécurité des ouvrages hydrauliques, ou à défaut des références de travail sur des ouvrages hydrauliques et des compétences en hydrogéotechnique.

3-1.3. Fourniture de maquettes ou de prototypes

Sans objet.

3-1.4. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

Pour l'application des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP le candidat susceptible d'être retenu devra fournir :

- Les déclarations sur l'honneur, datées et signées par le signataire de l'acte d'engagement et par un dirigeant nommément cité à l'extrait Kbis, attestant qu'ils ne se trouvent pas dans un cas d'interdictions des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP. Un modèle d'attestation est joint au présent règlement.
- Les certificats fiscaux et sociaux.
- Les pièces prévues aux articles R.1263-12 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du code du travail.
- Le numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1o de l'article R.2143-13 ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion.

ou les documents équivalents ou déclaration en cas de candidats étrangers, traduits en français.

L'attributaire devra indiquer l'adresse à laquelle lui seront faites les notifications, dès lors qu'elle serait différente de celle portée à l'article premier de l'acte d'engagement et ce avant la notification du marché. A défaut d'une telle indication, toutes les notifications seront valablement effectuées à celle de l'acte d'engagement.

- En sus, les attestations d'assurances visées à l'article 1-7-3 du CCAP seront remises avant la

notification du marché.

À compter du 1^{er} janvier 2025, en raison du transfert de maîtrise d’ouvrage de l’opération de déviation de la RN7 à Livron-Loriol au profit de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, l’Acheteur devient la Région Auvergne-Rhône-Alpes, et le représentant de l’Acheteur est Monsieur le Président de la Région Auvergne-Rhône-Alpes. Certaines dispositions relatives à la présente consultation sont amenées à évoluer.

Un nouvel acte d’engagement conforme aux nouvelles dispositions sera transmis à l’attributaire pressenti pour signature.

3-2. Variantes

Sans objet.

ARTICLE 4. SÉLECTION DES CANDIDATURES – EXAMEN DES OFFRES

L'acheteur se laisse la possibilité d’inverser l’ordre d’examen entre sélection des candidatures et analyse des offres. Le cas échéant, seule la candidature du soumissionnaire susceptible d’être retenu sera analysée.

4-1. Sélection des candidatures

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l’heure limites de remise des offres.

En cas de candidatures incomplètes, l'acheteur pourra demander aux candidats concernés de compléter celles-ci.

4-2. Jugement et classement des offres

Les offres anormalement basses sont définies à l’article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 à L.2152-4 du CCP.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l’article R.2152-1 du CCP.

Après examen, les offres inacceptables seront éliminées. Les offres irrégulières seront éliminées ou régularisées conformément aux articles R.2152-1 à R.2152-2 du CCP.

Après classement des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par l'acheteur.

Les critères d'attribution du marché seront pondérés comme suit :

Critère d'attribution	Pondération
La valeur technique des prestations appréciée au regard du mémoire justificatif et explicatif. Les sous-critères pondérés sont les suivants : <ul style="list-style-type: none"> méthodologie (40%) 	60 %

Critère d'attribution	Pondération
<ul style="list-style-type: none"> composition et compétences de l'équipe dédiée (30%) planning prévisionnel (30%) 	
Le prix des prestations sera apprécié au regard du détail estimatif	40 %

Tout rabais ou remise de toute nature qui n'est pas expressément autorisé par le règlement et l'acte d'engagement ne sera pas pris en compte.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix, prévaudront sur toute autre indication de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication ou d'addition qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en compte.

Lors de l'examen des offres, l'acheteur se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition du prix forfaitaire ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation. Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par l'acheteur qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

L'acheteur pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.

La notation des critères « Valeur technique des prestations »

Au sein d'un critère qualitatif, plusieurs sous-critères peuvent être notés et pondérés. L'échelle de notation des sous-critères de chaque critère qualitatif sur 5 points est notée comme suit :

- La note 0 (sur 5) est attribuée pour une réponse non fournie ou n'apportant aucune information ;
- La note 1 (sur 5) est attribuée à une réponse insuffisante ;
- La note 2 (sur 5) est attribuée à une réponse peu satisfaisante ;
- La note 3 (sur 5) est attribuée à une réponse suffisante ou satisfaisante ;
- La note 4 (sur 5) est attribuée à une réponse très satisfaisante ;
- La note 5 (sur 5) est attribuée à une réponse excellente.

La note de chaque critère est ensuite calculée de la manière suivante, selon la pondération retenue pour chaque sous-critère.

Les sous-critères retenus de la « valeur technique des prestations » sont les suivants :

1. méthodologie : sous-critère pondéré à 40 %
2. composition et compétences de l'équipe dédiée : sous-critère pondéré à 30 %
3. planning prévisionnel : sous-critère pondéré à 30 %

Cette note pondérée technique, nommée $N_{\text{technique}}$, sera ensuite ramenée sur 100 (multiplication par 20 de la note obtenue).

La notation du critère « Prix des prestations »

Pour attribuer une note relative au critère « Prix des prestations », on utilisera la formule suivante :

$$N_{\text{prix}} = 100 \times (k - P_i / P_0) / (k - 1)$$

avec :

N_{prix} , la note attribuée au candidat (sur 100) ;

P_0 , le montant de l'offre la moins-disante ;

P_i , le montant de l'offre évaluée.

$k = 3$

Il sera procédé à un écrêtement à 0 des notes négatives, dans le cas où les offres soient trop hétérogènes par rapport à la valeur de k choisie.

La note est arrondie à deux chiffres après la virgule selon les conditions suivantes :

si la 3e décimale est comprise entre 0 et 4, le chiffre de la 2e décimale est inchangé ;

si la 3e décimale est comprise entre 5 et 9, le chiffre de la 2e décimale est augmenté au chiffre supérieur.

La note finale

Le calcul de la note finale est obtenu par une formule de type :

$$N_{\text{finale}} = N_{\text{prix}} \times 0,4 + (N_{\text{technique}} \times 0,6 \times 100/5)$$

La note finale est notée sur 100.

La meilleure offre est celle qui obtient la valeur de G la plus élevée, puis les offres sont classées par valeur décroissante de N_{finale} .

ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.

L'offre sera remise obligatoirement par échange électronique.

5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique, par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres. Elle devra contenir l'ensemble des pièces exigées pour être regardée comme complète conformément aux dispositions de l'article R.2151-6 du CCP.

Les candidats appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils adressent à l'acheteur.

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<https://www.marches->

publics.gouv.fr), le candidat installera les pré-requis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence « dreal-map-2025-RN7ll-G2pro-bis ».

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-1.2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- Les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé .

Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par l'acheteur ne feront pas l'objet d'une réparation. La trace de malveillance sera conservée. Le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte.

5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique

5-2-1 Remise de la copie de sauvegarde

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du CCP, dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention lisible « copie de sauvegarde ».

La copie de sauvegarde sera transmise sous pli cacheté :

L'enveloppe portera l'adresse et mentions suivantes :

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du
Logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes
Service MAP/pôle Affaires Foncières et Financières
5 Place Jules Ferry
69453 Lyon Cedex 06

Copie de sauvegarde pour : dreal-map-2025-RN7LL-g2pro-bis

Nom du candidat ou des membres du groupement candidat^(*) :

« NE PAS OUVRIR »

(*)) En cas de groupement, l'identité du mandataire sera précisée.

Elle devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement.

Dans l'hypothèse d'un envoi sur support physique électronique (CD-Rom formaté "Joliet"), les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

5-2-2 Modalités d'ouverture de la copie de sauvegarde

La copie de sauvegarde sera ouverte, sous réserve qu'elle soit remise dans les conditions précisées à l'art 5-2-1 :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou offres remises par voie électronique
- lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 12 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite en utilisant les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation ([<http://www.marches-publics.gouv.fr>]) sous la référence précisée au 5-1.

Une réponse sera alors adressée en temps utile par l'intermédiaire de cette plate-forme, à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.